

SON EXCELLENCE TIEMOKO MEYLIET KONE

Vice-Président de la République de Côte d'Ivoire

Sa Sainteté Bartholomée 1^{er}, Patriarche œcuménique de Constantinople ;

Madame la Ministre, Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères de l'État des Emirats Arabes Unis ;

Monsieur le Président de l'Institut Français des Relations Internationales et de la World Policy Conference,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Distingués invités,

Mesdames et Messieurs,

Je suis heureux de prendre part à cette 17^{ème} édition de la "World Policy Conference", ici à Abu Dhabi.

Je tiens à adresser mes salutations à Madame Noura Al Kaabi, Ministre, Secrétaire d'État aux Affaires Étrangères de l'État des Émirats Arabes Unis, ainsi qu'aux Autorités émiraties, qui ont rendu possible l'organisation de cet événement d'envergure.

Madame la Ministre, je vous prie de bien vouloir transmettre à Son Altesse Sheikh Mohammed Bin Zayed Al Nahyan, Président de l'État des Émirats Arabes Unis, les salutations chaleureuses de Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA, Président de la République de Côte d'Ivoire.

Je voudrais enfin exprimer mes remerciements à Monsieur Thierry de Montbrial, Président de l'Institut Français des Relations Internationales, pour avoir encore une fois associé la Côte d'Ivoire à cet espace privilégié de réflexions économiques et géostratégiques. Cette plateforme qui permet aux décideurs, chercheurs et leaders d'opinions de divers horizons, d'échanger sur la marche du monde, de partager leurs idées, et de proposer des solutions pour un avenir meilleur.

*

* * *

Excellences, Mesdames et Messieurs,



Cette édition de la “World Policy Conference” se tient dans un contexte mondial particulièrement critique. Sur les plans sécuritaire, économique et politique, les défis auxquels le monde est confronté sont nombreux et appellent avec acuité à une prise de conscience collective, ainsi qu’à une action urgente et concertée.

Au plan sécuritaire, les tensions géopolitiques sont de plus en plus récurrentes et favorisent des conflits armés dans plusieurs régions. Ces affrontements violents menacent d’entraîner certaines parties du globe dans une spirale incontrôlable, compromettant gravement la paix et la stabilité.

Une telle situation est aggravée par le fléau du terrorisme, notamment dans des régions comme le Sahel, où les acquis obtenus après des années d’efforts sont mis en péril.

Sur le plan économique, la récurrence des crises financières, ainsi que les chocs exogènes, affectent l’économie du monde en général, et particulièrement celle des pays en développement. Ces perturbations réduisent les investissements, aggravent les inégalités et fragilisent la stabilité socioéconomique.

À ces crises s’ajoutent les effets dévastateurs du changement climatique, avec des sécheresses prolongées, des inondations destructrices et des vagues de chaleur extrême, qui n’épargnent aucune région du monde. Ces phénomènes menacent fortement la sécurité des biens et des personnes, et contraignent de nombreuses populations à se déplacer chaque année vers de nouveaux refuges.

Les attentes placées dans les grandes conférences internationales sur le climat, comme les COP, restent hélas largement insatisfaites. Les engagements pris notamment en matière de financement vert, en faveur des pays les moins avancés, demeurent insuffisants pour permettre une transition écologique juste et équitable.

Dans le même temps, le monde fait face à une révolution technologique inédite, marquée par l’intelligence artificielle qui promet certes des avancées majeures, mais avec des risques importants de dérives, si aucune réglementation n’est mise en place rapidement.

*

* *

Mesdames et Messieurs,

Cet environnement international délicat, compromet forcément les efforts en faveur du développement partout dans le monde. Les Objectifs de Développement Durable, les ODD, adoptés comme feuille de route universelle, peinent à se concrétiser. Selon le rapport 2023 des Nations Unies, plus de 80% des cibles des ODD affichent des progrès limités, avec de faibles chances d’être atteintes d’ici 2030.

Les conséquences sur les populations mondiales sont alarmantes, avec des millions de personnes qui vivent toujours dans une situation de précarité extrême. Le constat est encore plus sévère en Afrique subsaharienne, où la pauvreté, le chômage des jeunes et le manque d’infrastructures continuent de freiner les perspectives de développement.



Sur le plan économique, la reprise post-pandémie reste fragile, et les perspectives dans plusieurs régions demeurent insuffisantes pour répondre aux attentes et aux besoins croissants des populations.

Mesdames et Messieurs,

Malgré ce contexte international marqué par des défis majeurs et de nombreuses incertitudes, la Côte d'Ivoire a su préserver sa trajectoire de croissance économique, grâce au leadership du Président de la République, Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA.

Sous son égide, des efforts soutenus ont été déployés pour accélérer la transformation structurelle de l'économie nationale, dans le but de hisser le pays au rang des économies à revenu intermédiaire de la tranche supérieure à l'horizon 2030.

Depuis 2011, trois Plans Nationaux de Développement successifs ont servi de cadre stratégique pour orienter les réformes et les investissements nécessaires à cette transformation. Ces plans ont permis d'opérer des réformes structurelles ambitieuses et de réaliser des investissements massifs pour doter la Côte d'Ivoire d'infrastructures modernes et compétitives dans les secteurs clés de son économie.

Autant d'efforts qui ont contribué à redynamiser l'économie ivoirienne, avec un taux de croissance moyen d'environ 8% par an au cours de la dernière décennie.

Ces performances reposent également sur la confiance des partenaires au développement et sur le dynamisme du secteur privé, qui joue un rôle clé dans la diversification et la modernisation de l'économie. Le taux d'investissement, qui était inférieur à 9% en 2011, a progressé de manière significative pour dépasser 25% en 2023.

*

* * *

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Si des progrès peuvent être réalisés à l'échelle nationale, il reste néanmoins évident que les défis actuels, auxquels le monde est confronté, exigent des réponses globales, inclusives et ambitieuses.

C'était d'ailleurs l'objectif du Sommet de l'Avenir, organisé en marge de la dernière Assemblée générale des Nations Unies, qui a abordé les principaux enjeux et défis pour le futur du monde.

Consciente de l'ampleur des actions à mener, l'Afrique a adopté l'Agenda 2063 de l'Union Africaine. Ce cadre met l'accent sur des priorités stratégiques telles que la résilience économique, la transformation structurelle, l'amélioration de la gouvernance, le développement du capital humain, l'adéquation des compétences avec les besoins du marché du travail et le financement des projets phares de développement. Le Président de la République de Côte d'Ivoire, Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA, a été désigné comme Champion, pour assurer le suivi de la mise en œuvre de cet Agenda.



La Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf) constitue également un pilier essentiel dans la mise en œuvre de la vision de développement stratégique du continent. Ce projet, qui représente un levier fondamental pour renforcer l'intégration économique régionale, permettra de redynamiser les échanges intrarégionaux, stimuler les industries locales et favoriser une croissance inclusive à l'échelle du continent.

Mesdames et Messieurs,

Pour que les initiatives africaines puissent atteindre leur plein potentiel et favoriser l'émergence du continent, certaines problématiques globales devraient être prises en charge de façon plus efficace au niveau mondial.

En premier lieu, il est impératif de résoudre la question cruciale du financement du développement, en mobilisant des ressources adaptées aux besoins croissants des économies en développement.

Pour atteindre cet objectif, une réforme profonde de l'architecture financière internationale, telle qu'évoquée lors du Sommet de l'Avenir, pourrait jouer un rôle déterminant.

Dans le même sens, les engagements pris lors des COP en matière de financement de l'action climatique devront se matérialiser le plus rapidement possible, afin de soutenir l'adaptation des économies africaines aux impacts croissants du changement climatique et d'accélérer leur transition écologique.



Enfin, aucun de ces efforts ne pourra porter ses fruits sans une attention particulière à la jeunesse, notamment en Afrique, où la croissance démographique figure parmi les plus rapides au monde. Cette jeunesse, qui représente un réservoir inestimable de talents et d'innovation, doit être placée au cœur des priorités, en mettant l'accent sur l'éducation, la formation et l'emploi, pour en faire une véritable force motrice de transformation.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Nous avons le devoir collectif de transformer les défis mondiaux en opportunités, pour bâtir un avenir plus inclusif, durable et prospère. En unissant nos efforts, nous pouvons poser les bases d'un monde plus consensuel, pour les générations présentes et futures.

Pour cela, les instruments de dialogue et de coopération internationale, tels que la présente conférence, doivent jouer pleinement leur rôle en favorisant des partenariats solides et des engagements concrets mis en œuvre de façon résolue, afin de dessiner ensemble un avenir plus équitable pour tous.

Je salue donc l'initiative de la World Policy Conference, qui constitue un cadre idéal pour engager des échanges constructifs autour de ces défis majeurs et identifier des solutions concrètes pour y répondre.

C'est sur cette note que je voudrais finir, en renouvelant mes sincères remerciements à Monsieur Thierry de Montbrial pour cette opportunité offerte aux dirigeants du monde d'échanger, à nouveau, sur les défis liés à la prospérité de l'humanité.

Je vous remercie.